



Compte rendu du Comité Social d'Administration Local du 21/11/2023

Lors du CSAL du 12 octobre, où l'intersyndicale a acté la rupture du dialogue social avec la direction locale suite à la position du directeur sur le pont de l'Ascension, nous boycottons ce CSAL.

Nous vous faisons ce compte rendu à l'aide des documents transmis par l'administration.

1. Extension des compétences des huissiers des finances publiques en matière de signification des actes judiciaires et extra-judiciaires (pour information)

La direction nous présente une extension fonctionnelle et géographique des compétences des huissiers publics.

Les huissiers des finances publiques sont désormais compétents pour signifier les actes suivants : titres exécutoires (avis de mise en recouvrement, titre de perception...), assignations en redressement ou liquidation judiciaire, autres assignations, propositions de rectification, sommations à opter en matière de succession...

Ils peuvent également intervenir dans les départements limitrophes en cas d'absence d'huissier et d'un dossier urgent à fort enjeu.

Solidaires Finances Publiques alerte sur le nombre insuffisant d'huissiers publics, déjà pour leur mission traditionnelle et d'autant plus pour ces extensions de compétences. En effet, ils ne sont que 5 pour 7 places dans la DDFIP 34.

Leur mission se réoriente essentiellement vers des dossiers à fort enjeu abandonnant aux offices privés, la grosse masse du recouvrement.

Se pose également un problème de sécurité, car pour mieux sécuriser certaines procédures, les huissiers remettent des significations en main propre en remplacement des courriers recommandés. Dans cette période, **Solidaires Finances Publiques** s'inquiète de ce choix qui est en contradiction avec les résultats des groupes de travail sur l'insécurité des agents nomades. Était-ce de l'affichage ?

Quand on sait que nos huissiers ont subi un drame le 10 janvier dernier et que ce jour, nous commémorons le triste anniversaire de l'assassinat du vérificateur dans le Pas-de-Calais.

Solidaires Finances Publiques dénonce une politique de restriction budgétaire entraînant la bascule vers le privé de la mission recouvrement. Par l'extension géographique, elle anticipe mêmes les futures carences dans les départements limitrophes (ex : plus qu'un seul huissier dans l'Aude !).

3. Qualité de service : bilan de l'accueil 2022 et enquête de satisfaction 2023 (pour information)

Sur le bilan de l'accueil 2022 en SIP, la fin des confinements a entraîné un retour physique significatif des contribuables à l'accueil de nos services (ex : 35 % pendant la campagne des avis) au détriment du téléphone.

Le dispositif Convivance et les e-contacts remplacent de plus en plus le décroché téléphonique et la balf.

Dans le détail, pour les SIP de la DDFIP 34 en 2022 :

- Accueil physique : 162 201 contribuables.
- Accueil téléphonique : 83 100 appels.
- Accueil messagerie : 308 134 messages.

Quant à l'enquête de satisfaction 2023, les échantillons de contribuables consultés ne sont pas suffisamment significatifs pour une analyse vraiment objective et pertinente (ex : sur les rendez-vous physiques en SIE, il y a un seul avis de contribuable sur la plupart des sites : donc si le contribuable est satisfait → résultat 100 %, s'il est insatisfait → résultat 0 % !).

4. Retour sur l'outil de supervision Nexthink (pour information)

L'expérimentation réalisée par les services informatiques sur certains postes de travail de la DDFIP 34 lors du mois de juillet s'est bien déroulée. Elle a permis de tester le logiciel Nexthink permettant le bon fonctionnement du parc informatique et de pouvoir anticiper la défaillance des PC.

La DG a proposé que cette expérience soit renouvelée sur une plus grande échelle avant d'être généralisée.

5. Point d'étape sur les travaux immobiliers (pour information)

La direction nous livre les informations suivantes :

Millénaire : Les travaux se sont terminés le 24 octobre avec un délai de 15 jours pour la levée des réserves.

Pézenas : Les travaux sont terminés et les réserves sont levées.

Sète : Les travaux sont terminés et les réserves sont levées.
Une adaptation de l'accueil reste à envisager.

Mosson : Les travaux vont démarrer suite à la réception de l'appel d'offres fait en octobre.

INSEE : Les travaux au CSRH et au rez de jardin sont terminés. Les travaux de clôture devraient démarrer cet hiver.

Béziers Verdier : Une demande de crédits a été faite auprès de SPIB dans le cadre du recensement immobilier pour 2024. En parallèle, la direction a préparé un dossier de demande de financement auprès de la DIE en vue de rénover le site plus largement avec notamment des travaux énergétiques.

Montmorency : La fin des travaux est prévue pour le 26 avril 2024. À l'issue, le SGC Métropole et la DAJ aménageront dans le bâtiment.

6. Point sur le fonds d'amélioration du cadre de vie au travail des agents (pour information)

Les documents présentés par la direction ne permettent pas de connaître l'avancement des projets du fonds CVT, car il n'a pas été mis à jour depuis le CSAL du début d'année.